

## EHPAD La Bastide du Lubéron

### Tableau des mesures administratives définitives

Le rapport rédigé par la mission d'inspection fait état de constats. Ceux-ci sont formulés dans le corps du rapport en « **écarts** » qui traduisent une non-conformité à une référence juridique opposable à l'inspecté et en « **remarques** » qui traduisent des dysfonctionnements porteurs de risques. Les propositions de mesures correctives se déclinent suivant la terminologie suivante :

	Existence d'un risque majeur	Absence de risque majeur
<b>Ecart</b>	Proposition d' <b>injonction</b> en lien avec un dispositif de suites codifié.	Proposition de <b>prescription</b>
<b>Remarque</b>	Proposition d' <b>injonction</b> en lien avec un dispositif de bonnes pratiques adossé aux données acquises de la science.	Proposition de <b>recommandation</b>

**Pour rappel** : conformément à l'article L313-14 du code de l'action sociale et des familles (CASF) lorsque les conditions d'installation, d'organisation ou de fonctionnement de l'établissement, du service ou du lieu de vie et d'accueil méconnaissent les dispositions du présent code ou présentent des risques susceptibles d'affecter la prise en charge des personnes accueillies ou accompagnées ou le respect de leurs droits, l'autorité compétente en vertu de l'article L. 313-13 peut enjoindre au gestionnaire d'y remédier, dans un délai qu'elle fixe.

Cette injonction peut inclure des mesures de réorganisation ou relatives à l'admission de nouveaux bénéficiaires et, le cas échéant, des mesures individuelles conservatoires, en application du code du travail ou des accords collectifs.

**Nota bene** : les délais de mise en œuvre indiqués dans le tableau courent à compter de la réception par l'inspecté, d'un courrier actant la fin de la période contradictoire et le début de la mise en œuvre des décisions.

### Prescriptions envisagées

Prescription	Libellé	Référence au rapport	Délai raisonnable et adapté à l'objectif recherché		Maintien / levée / modification de la mesure
1	Actualiser le projet d'établissement en associant les professionnels de l'Ehpad et le transmettre aux autorités administratives compétentes. Le travailler en se basant sur un état des lieux initial, en évaluant les actions menées dans le précédent projet d'établissement et en priorisant celles qui sont à venir	Ecart n°3	6 mois		<b>Prescription maintenue</b> Dans l'attente de la transmission du document.
2	Réunir la commission de coordination gériatrique deux fois par an comme mentionné au 3° de l'article D312-158 du CASF.	Ecart n°4	3 mois		<b>Prescription levée</b> La mission prend acte de l'engagement de l'établissement.

Prescription	Libellé	Référence au rapport	Délai raisonnable et adapté à l'objectif recherché		Maintien / levée / modification de la mesure
3	Constituer un CVS conforme à la réglementation en réalisant des élections et le réunir trois fois par an.	Ecart n° 5	3 mois		Prescription levée
4	Mettre à jour le livret d'accueil en y intégrant les annexes obligatoires listées dans l'article L311-4 du CASF ainsi que les informations relatives au développement de la bientraitance et au renforcement de la politique de lutte contre la maltraitance de l'instruction ministérielle DGAS/2A no 2007-398 du 6 novembre 2007.	Ecart n°6	6 mois		Prescription maintenue Dans l'attente de la transmission du document.

5	Positionner un personnel au sein de chaque UVP la nuit afin de garantir la sécurité des usagers.	Ecart n°9	1 mois	<div>[REDACTED]</div> <div>[REDACTED]</div> <div>[REDACTED]</div>	<p><b>Prescription maintenue</b>  La mise en place d'une unité de vie protégée relève de la décision propre de la gouvernance de l'établissement.</p> <p>De nuit, il s'agit de positionner au sein de chaque UVP un des membres du personnel de l'équipe de nuit.</p>
---	--	-----------	--------	---	---

					[REDACTED]	
					[REDACTED]	

Prescription	Libellé	Référénc e au rapport	Délai raisonnable et adapté à l'objectif recherché	[REDACTED]	Maintien / levée / modification de la mesure
				[REDACTED]	

### Recommandations envisagées

Recommandations	Libellé	Référence au rapport	Délai raisonnable et adapté à l'objectif recherché		Maintien / levée / modification de la mesure
1	Transmettre l'attestation d'inscription à la formation spécifique d'encadrement pour l'infirmière référente.	Remarque n°1	6 mois		<b>Recommandation maintenue</b>  Dans l'attente de la transmission du document.

Recommandations	Libellé	Référence au rapport	Délai raisonnable et adapté à l'objectif recherché		Maintien / levée / modification de la mesure
2	Transmettre les comptes rendu formalisés du CODIR.	Remarque n°2	1 mois		Recommandation levée
3	Formaliser le plan d'action portant sur la maitrise des risques et l'amélioration continue de la qualité des prises en charges et prestation.	Remarque n°7	3 mois		<b>Recommandation maintenue</b>  Dans l'attente de la transmission du document.



Recommandations	Libellé	Référence au rapport	Délai raisonnable et adapté à l'objectif recherché		Maintien / levée / modification de la mesure
4	Mettre en place un plan de formation du personnel à la déclaration	Remarque n°8	3 mois		<p><b>Recommandation maintenue</b></p> <p>Dans l'attente de la transmission du document.</p>

Recommandations	Libellé	Référence au rapport	Délai raisonnable et adapté à l'objectif recherché		Maintien / levée / modification de la mesure
5	Mettre en place le plan de formation de l'EHPAD en respectant les attendus de l'HAS et permettant d'assurer la montée en compétence des AS de l'ensemble de l'EHPAD sur les troubles du comportement et les troubles neurodégénératifs.	Remarque n°10	6 mois		<p><b>Recommandation maintenue</b></p> <p>Dans l'attente de la transmission du document.</p>